

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 11 juin 2025

DATE DE PUBLICATION : 18 juin 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le dix sept juin, à 18 h 00, les membres du Conseil municipal se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD - Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – Mme RASAMOELY – M. BA - M. BARAY - Mme SOW – Mme CAYOUX – M. OREN - M. RENOUF – Mme TORRES – M. FAURE – M. GUEDJ - Mme LOISEAU

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- M. KHALID à M. BA
- Mme MANAI-AHMADI à M. ÖZTÜRK
- Mme HENRY à M. RAMBAUD
- Mme PATUREAU à Mme HEUGUES
- M. TOUANE à Mme PASCAUD
- Mme PERIERS à M. FAURE

ABSENTS ET EXCUSÉS :

- Mme BAYRAM
- M. TAVARES
- M. CHRISTODOULOU
- M. JOLIVET
- Mme LAMA
- Mme DURAND
- M. BALABAN
- Mme PRIEUX

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme TORRES

OBJET :

**Convention de prestation de service SMIRTOM/Commune de
Chalette/Loing pour la mise en place de bennes au CTM**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20250620-DEL_2025_0601-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/06/2025

CHALETTE SUR LOING Conseil Municipal du 17 juin 2025

OBJET :
Convention de prestation de service SMIRTOM/Commune de
Chalette/Loing pour la mise en place de bennes au CTM

Directeur de secteur : Pascale TRATNJEK

Service : Affaires Générales et Juridiques

Affaire suivie par : Pascale TRATNJEK

Mme Heugues : En raison des difficultés rencontrées par les services techniques (CTM) dans le cadre du tri des déchets collectés sur le domaine public et de la gestion de la propreté urbaine, mais également de la volonté de la mairie de Chalette-sur-Loing d'expérimenter un système de tri sélectif afin de n'apporter à l'UVE (Unité de Valorisation Énergétique) que des ordures ménagères non recyclables, le SMIRTOM et la mairie conviennent, dans le cadre d'une convention de prestation de service, de mettre en œuvre un dispositif expérimental visant à optimiser la gestion des déchets, tout en respectant les enjeux environnementaux et économiques.

Ladite convention sera signée pour une durée d'un an renouvelable trois fois par tacite reconduction.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le projet de convention SMIRTOM/Ville de Chalette-sur-Loing ci-annexé,

Vu l'avis favorable des commissions Pôle technique et développement durable (C1) et Affaires Générales et Juridiques (C2),

CONSIDERANT les difficultés rencontrées par les services techniques de la ville dans le cadre du tri des déchets collectés sur le domaine public et de la gestion de la propreté urbaine,

CONSIDERANT que des volumes importants de déchets sont actuellement acheminés directement à l'UVE (Unité de Valorisation Énergétique) d'Amilly, et qu'une récupération des matières recyclables (verre, carton, emballages ménagers, etc...) pourrait être effectuée,

CONSIDERANT que le coût d'incinération des tonnages ainsi traités est pris en charge par le SMIRTOM,

CONSIDERANT la volonté de la mairie de Chalette-sur-Loing d'expérimenter un système de tri sélectif afin de n'apporter à l'UVE que des ordures ménagères non recyclables,

ENTENDU les explications du rapporteur,

Après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : **Approuve** la mise en œuvre d'un dispositif expérimental visant à optimiser la gestion des déchets, tout en respectant les enjeux environnementaux et économiques.

Article 2 : **Approuve** la signature d'une convention de prestation de services entre le SMIRTOM et la ville de Chalette-sur-Loing pour cette mise en œuvre, d'une durée d'un an renouvelable trois fois par tacite reconduction. La présente convention sera conclue à titre gracieux justifiée par une période test d'un an.

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet et Monsieur le Président du SMIRTOM.

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	25	
Votes pour	25	
Votes contre	0	
Abstentions	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL*

et le compte-rendu de la présente délibération ont

été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12

du CGCT,

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet*

acte à compter du

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours*

devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de

la date de sa publication.



Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT.

